



europa
écologie

élections européennes, 7 juin 2009

Un « Green Deal » pour l'Europe

Une proposition du Rassemblement Europe Ecologie

Face à la gravité et à la convergence des crises écologique, sociale, alimentaire, énergétique, et financière, le rassemblement Europe Ecologie propose un nouveau projet pour l'Europe, un « Green Deal » capable d'enclencher une transformation en profondeur de notre modèle de développement et de nos modes de vie.

Cette situation, comparable à la grande dépression des années 30, appelle des réponses de même ampleur que le « New Deal » mis en œuvre par le Président Franklin D. Roosevelt, mais pas de même nature.

Le modèle de croissance à crédit et du « toujours plus » est en faillite et nul n'est à l'abri. Le capital financier n'est pas le seul touché. Le capital naturel l'est plus profondément encore et de manière souvent irréversible. En 2006, le rapport Stern estimait l'impact des changements climatiques entre 5 et 20 % du PIB mondial si rien de sérieux n'était fait immédiatement, tout retard ne pouvant qu'aggraver les choses.

Pendant ce temps, les inégalités sociales se creusent, la précarité se répand, la peur de l'autre s'installe, mettant à mal la démocratie. Les sources d'instabilité internationale liées à la concurrence sur les ressources se multiplient et dégénèrent déjà en conflits.

Le Green Deal européen offre une sortie « par le haut » en engageant la mutation de nos sociétés, afin de :

- répondre aux besoins des citoyens en matière de logement, de transport, d'alimentation, de santé, d'éducation et de culture ;
- relocaliser et convertir l'économie en créant en Europe des millions de nouveaux emplois ;
- réduire massivement l'empreinte écologique de nos modes de production et de consommation ;
- en somme, offrir à tous le droit à un mode de vie plus durable et plus équitable.

Il reposera sur cinq piliers développés et déclinés en mesures concrètes dans notre plateforme programmatique :

1. Un Green Deal économique et social

Ce Green Deal économique et social veut orchestrer la conversion écologique et solidaire de notre économie. Il se traduira par un plan européen d'économies d'énergie, en particulier par la rénovation des logements, le développement des énergies renouvelables, des transports collectifs, d'une agriculture de qualité et de proximité, principalement biologique. Il orientera l'industrie vers des productions moins polluantes de biens durables et fonctionnels, recyclables ou sans déchets. Il investira dans les services publics essentiels comme l'éducation et la santé. Il créera des millions d'emplois qualifiés, non délocalisables, sur l'ensemble des territoires et instaurera un revenu minimum européen. Il sera notamment financé par un transfert de moyens aujourd'hui dédiés à des activités destructrices, et une révision de la fiscalité pesant sur le travail vers une taxation du capital, des flux financiers et des énergies polluantes.

2. Un Green Deal de la connaissance.

Dans une société confrontée à la rareté et l'épuisement des ressources naturelles, à l'accroissement des inégalités et à la précarisation du travail, notre modèle de développement doit être repensé et reposer sur un programme majeur d'investissement en matière d'éducation, de formation et de recherche adapté aux nouveaux enjeux. Mobiliser toutes les intelligences au service d'un objectif central : répondre à l'urgence culturelle que nécessite un changement de civilisation.

3. Un Green Deal de la diversité.

Face aux stigmatisations et aux discriminations, à la tentation du repli sur soi et de la fermeture des frontières, le Green Deal affirmera l'impérieuse nécessité pour l'Europe d'être ouverte sur le monde, de reconnaître la diversité de ses cultures et de ses citoyens comme un atout majeur, de promouvoir la laïcité. L'enrichissement culturel, social et intellectuel impose de penser la mobilité comme un droit inaliénable.

4. Un Green Deal de la justice sociale et environnementale

Prenant sa part de responsabilité dans la crise globale actuelle, l'Union européenne doit proposer un nouveau projet de mondialisation, fondé sur la justice sociale et environnementale tant au sein de l'Union qu'au niveau international. Financement des biens publics mondiaux, entretien et restauration des grands écosystèmes. Droit à la souveraineté alimentaire. Nouvelles règles économiques et commerciales internationales. Transparence financière et levée en Europe du secret bancaire pour tous les transferts vers les paradis fiscaux. Autant d'éléments indispensables à de nouvelles alliances.

5. Un Green Deal démocratique.

Parce que c'est désormais au niveau européen que devront se mener les politiques en faveur des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,

de la santé et de l'environnement. Parce qu'aujourd'hui ce sont les Etats membres qui affaiblissent le plus les textes. Parce que les mutations que nous proposons exigent l'adhésion du plus grand nombre, le Green Deal proposera un nouveau pacte démocratique entre l'Europe et les citoyens. Ce new deal démocratique permettra d'envisager la perspective d'une Europe fédérale, seule à même de dépasser l'impuissance des Etats-Nations.

Face à la récession économique et à la régression sociale et démocratique, l'Union européenne est devant un choix historique.

Soit elle tente de consolider le système actuel en soutenant la logique du productivisme et de la surconsommation. C'est le choix de l'aveuglement et du court terme.

Soit elle saisit cette opportunité unique pour investir dans un nouveau modèle de société, afin de résorber progressivement les causes des crises et de construire un projet mobilisateur avec ses citoyens. C'est le choix de la lucidité et du long terme. C'est celui du Green Deal que nous proposerons aux citoyens dans le cadre des élections européennes de 2009.

Rassemblement Europe Ecologie